

Israël en crise

Philippe Vellila

Depuis le début de l'année 2023, Israël est en crise. La presse a souvent mis en exergue le fait que l'actuel gouvernement de Binyamin Netanyahu était le plus à droite de l'histoire du pays. C'est surtout le plus religieux. Les kippas n'ont jamais été aussi nombreuses à la Knesset, les femmes jamais aussi peu nombreuses au gouvernement.

*

Le bibisme de retour

Le bibisme, ce bric-à-brac idéologique fait de nationalisme exacerbé, de religiosité envahissante et d'obsessions liberticides n'est que l'écume sur la vague qui a déferlé depuis longtemps sur une société qui n'a jamais trouvé son équilibre et ne semble pas prête de l'atteindre.

Les élections du 1^{er} novembre 2022 ou la fin des illusions

Depuis la prestation de serment du 6^e gouvernement Netanyahu le 29 décembre 2022, nombre d'initiatives vont dans le sens de ce que l'État juif risque de devenir : un pays dominé par le colonialisme, l'obscurantisme, obsédé par une manifestation de l'identité juive confinée à une pratique religieuse synonyme d'orthodoxie.

Il y a un an à peine, la situation était toute différente, du moins en apparence. Pendant dix-huit mois, un « gouvernement du changement » dirigé d'abord par Naftali Bennett puis par Yaïr Lapid, réussit l'exploit de réunir

une coalition impossible : trois partis de droite, deux partis de gauche, deux partis du centre et un parti arabe, islamo-conservateur de surcroît. En dépit de ce caractère hétéroclite et de sa courte majorité (une voix à la Knesset !), ce gouvernement travailla sérieusement et entreprit des réformes difficiles, notamment en matière de relations entre l'État et la religion (réforme de la cacherout, projet de réforme des conversions, diminution des privilèges octroyés aux ultraorthodoxes...). Ce gouvernement du changement s'attela surtout à réparer les dégâts causés par ses prédécesseurs : rétablissement de la confiance dans les relations avec les États-Unis et la diaspora, prise en compte des besoins de la communauté arabe. Ce gouvernement gérât le pays avec professionnalisme : le ministre des Finances (Avigdor Liberman) lorsqu'il dût quitter son poste laissa dans les caisses de l'État 10 milliards de shekels d'excédent. Las ! le harcèlement incessant du Likoud devait provoquer la défection de députés de droite et la fermeture de cette parenthèse enchantée. Mais les données circonstanciées ne sauraient masquer les raisons profondes de la chute du gouvernement Bennett-Lapid : des tendances à l'œuvre depuis longtemps dans la société israélienne.

En attendant le Messie

Depuis 1967 et la victoire de la guerre des Six-Jours, un groupe très militant et très à droite issu du sionisme religieux entend assumer une « mission sacrée » : le peuplement des territoires conquis par les Juifs « de retour sur la terre de leurs ancêtres ». Fort d'une cohérence idéologique – « Le peuple d'Israël, la terre d'Israël, la Thora d'Israël » – ce courant s'est imposé. D'abord sur le terrain : en 2023, dans la seule Cisjordanie, 132 colonies « légales » et une centaine d'« avant-postes illégaux » regroupent un demi-million de Juifs dans cette région du « Grand Israël »¹. L'administration civile et (en partie) militaire de ces territoires a été confiée aux ministres les plus extrémistes : le messianiste Bezalel Smotrich, et le suprémaciste Itamar Ben Gvir qui ont pris des mesures facilitant la légalisation de colonies « sauvages », et la construction de nouveaux logements dans

1 En hébreu, l'expression consacrée est encore plus connotée : « Toute la terre d'Israël » (*Erets Israel ha Shlema*).

toute la « Judée-Samarie ». L'objectif est transparent : renforcer l'annexion *de facto* avec l'objectif d'un million de Juifs dans ces territoires pour aboutir à une annexion *de jure* de la Cisjordanie. D'ores et déjà, ce colonialisme qui ne dit pas son nom dicte largement l'agenda politique, les choix budgétaires, la situation militaire, et provoque une dégradation sans précédent des relations avec les États-Unis. *Last but not least*, une vague d'attentats traduit sur le terrain un regain de tension, la marginalisation de l'Autorité palestinienne et la montée en puissance du Hamas et du Djihad islamique. En d'autres termes, le grand projet du sionisme messianiste fragilise le pays et contribue à sa marginalisation sur la scène internationale. Mais ce mouvement a la démographie pour lui : avec quatre enfants en moyenne (six en Cisjordanie) par femme appartenant à ce courant, les partis de Bezael Smotrich et d'Itamar Ben Gvir ont un avenir électoral assuré.

Une autre population est en forte expansion : les ultraorthodoxes, avec près de sept enfants par femme, représentent déjà 12 % de la population. Le bureau central des statistiques (l'INSEE israélien) travaille sur l'hypothèse d'une communauté représentant 20 % de la population totale en 2040 et 32 % en 2065 (c'est-à-dire 40 % de la population juive). Leur poids politique s'en trouve accru : dans la 1^{re} Knesset élue en 1949, il y avait 5 députés ultraorthodoxes. Il y en a aujourd'hui 18 (sur 120). Ces partis ont viré à droite du fait que les plus grandes colonies en Cisjordanie sont des villes ultraorthodoxes (Modiin Illit et Betar Illit), et en raison d'une opposition forcenée à toute remise en cause de leurs acquis (arrêt des transports publics le shabbat, exemption du service militaire des élèves de yeshiva...).

Cet État juif messianique est (encore) minoritaire, mais il a trouvé des alliés fidèles dans le Second Israël qui a changé la physionomie du pays.

La frustration et la revanche

L'expression « second Israël » est apparue dans les années soixante après l'immigration massive de Juifs d'Orient (*Mizrahim*, Orientaux), ces Sépharades ayant quitté de gré ou de force l'Irak, le Yémen, l'Égypte, le Maroc ou

la Lybie, et qui devaient rapidement représenter (avec leurs descendants) la moitié de la population israélienne. Leur sionisme était plus religieux et messianique que celui, national et politique, du premier Israël. Les Ashkénazes venus d'Europe avaient construit un pays qui se voulait socialiste : les *kibboutzim*, la *Histadrout* (centrale syndicale), les coopératives et quantité d'institutions et d'entreprises de l'« économie ouvrière » étaient dirigés par les travaillistes et leurs alliés. David Ben Gourion et les siens n'échappèrent pas aux dérives clanistes et sectaires de tout parti qui domine pendant longtemps la scène politique. Le choc entre les deux Israël(s) était inévitable. Les différences de niveaux socio-économiques, de cultures, furent aggravées par des pratiques discriminatoires à l'égard des nouveaux arrivants. Les livres d'histoire, la presse, la littérature ou le cinéma regorgent de récits sur les traumatismes subis par ces Sépharades – les « Marocains » surtout – qui se sentirent souvent étrangers dans le pays de leurs rêves, cette « Terre promise » où les pères fondateurs du sionisme voulaient réaliser le « rassemblement des exilés » (*kibboutz ha galouyot*). Sarcasmes et discriminations dans l'emploi et le logement furent vécus par des centaines de milliers de familles comme autant de marques de mépris vis-à-vis de leurs origines et de leur fidélité à la religion. Pourtant, au fil des ans, les disparités entre les deux Israël(s) s'estompèrent. Ainsi, les écarts de salaires, qui atteignaient 30 % en 1987, n'étaient plus que de 10 % en 2019¹. Des différences plus amples (mais non quantifiées) existent encore dans des milieux comme l'université, la presse ou la direction des grandes entreprises. En fait, seule une minorité resta sur le bord de la route. Nombre de Sépharades ont très bien réussi, et pas seulement dans le football ou la chanson. Chez les femmes, on citera les brillantes ex-ministres Merav Cohen et Karine El-Harrar, ou la regrettée Ronit Elkabetz, comédienne et réalisatrice, qui fit briller les étoiles du cinéma israélien dans le ciel du septième art. Mais le narratif sépharade reste centré sur les discriminations subies. Sans être rancuniers, les intéressés ne sont pas amnésiques, et ils soutiennent massivement la droite qu'ils jugent plus compréhensive qu'une gauche n'ayant

1 Merav Arlozorov : « Le Likoud est devenu la marque des populations défavorisées, mais celles-ci n'aiment pas être identifiées comme telle », *The Marker*, 14 avril 2023 (en hébreu).

pas su accueillir leurs familles comme il fallait. La revanche a encore lieu dans les urnes. Plus de cinquante ans près le bouleversement (*maapakh*, 1977) qui vit la droite arriver au pouvoir, c'est dans les localités du Second Israël que Binyamin Netanyahou dispose de réserves électorales. Le 1^{er} novembre 2022, une plus grande mobilisation de l'électorat dans les villes de développement (Beit Shéan, Dimona, Sdérot...) assura aux alliés du chef de la droite, et d'abord à Itamar Ben Gvir, les sièges qui permettent à la coalition actuelle de disposer de 64 voix à la Knesset¹.

Les religieux messianiques, les ultraorthodoxes et les Sépharades pauvres ont finalement peu de choses en commun, sauf en négatif : ils détestent la gauche, la presse, les élites en général. Une de leurs bêtes noires est le système judiciaire, et surtout la Cour suprême qui serait aux mains de la bourgeoisie ashkénaze, laïque et de gauche. Cette détestation est partagée par les membres les plus à droite de la coalition.

Changement de régime

Pierre Mendes-France l'avait bien dit : « La démocratie est d'abord un état d'esprit ». Son contraire aussi.

La réforme judiciaire

Moins d'une semaine après la prestation de serment du 6^e gouvernement de Binyamin Netanyahou le 30 décembre 2022, le ministre de la Justice, Yariv Levin, présentait son grand projet, une vaste réforme du système judiciaire reposant sur trois piliers : l'introduction d'une « clause de contournement » permettant à la Knesset de ne pas tenir compte du contrôle de la constitutionnalité des lois exercé par la Cour suprême ; une réforme de la commission de nomination et de promotion des magistrats où le pouvoir exécutif disposerait d'une majorité automatique ; la suppression du « principe de raisonabilité » empêchant ainsi le juge de censurer une dis-

¹ Voir notre article « Les élections israéliennes du 1^{er} novembre 2022 : à droite toute ! », *Pouvoirs* n° 185 — avril 2023

position législative ou administrative inappropriée. Car dans le monde de Binyamin Netanyahu et de Yariv Levin, les seules décisions légitimes sont celles de la majorité gouvernementale désignée par le suffrage universel¹. En d'autres termes, la réforme du système judiciaire conduirait à concentrer tous les pouvoirs dans les seules mains de l'exécutif. Cette révolution institutionnelle serait la première de toute une série d'initiatives allant dans le sens d'une restriction des libertés : liberté de conscience (monopole du Grand rabbinat sur tous les aspects de la vie juive) ; liberté des minorités (légalisation de pratiques discriminatoires à l'encontre de personnes arabes ou LGBT...) ; liberté de la presse (suppression de la chaîne 12, des services d'information de la radio et de la télévision publiques)...

L'administration américaine, les gouvernements européens, la plupart des communautés juives de la diaspora ont alerté le gouvernement israélien sur les graves conséquences de son programme : baisse sensible des investissements extérieurs, du tourisme, du shekel. Les risques dépassent largement la sphère économique. La forte dégradation de l'image du pays atteint jusqu'à son statut dans la communauté internationale. À la Cour de La Haye, les plaignants contre les exactions d'Israéliens dans les territoires palestiniens ne pourraient plus se voir opposer l'argument selon lequel l'indépendance de la justice de l'État juif suffit à garantir la sanction de tous les abus. Plus largement, le soutien des Occidentaux à « la seule démocratie du Proche-Orient » pourrait décliner, Israël s'efforçant désormais de figurer parmi les bons élèves de l'Internationale populiste.

Une protestation multiforme

L'expression la plus marquante de la période est la manifestation désormais traditionnelle qui, chaque samedi soir, réunit des centaines de milliers d'Israéliens boulevard Kaplan à Tel-Aviv et dans des dizaines d'autres localités. Le projet de réforme du système judiciaire perçu par ses opposants comme un changement de régime mobilise jeunes et moins jeunes, méde-

1 Voir notre article : « Israël, glissements progressifs vers le populisme après les élections du 1er novembre 2022 », *Revue politique et parlementaire*, 15 novembre 2022

cins, juristes, enseignants, artistes... La crise atteint l'armée avec une révolte de réservistes refusant de servir « un régime dictatorial ». La hiérarchie militaire est aussi ouvertement critiquée par des membres de la coalition, situation inédite. Privée d'une partie de sa capacité offensive et du soutien unanime qui faisaient sa force, Tsahal, pourrait connaître pour la première fois une défaite militaire. D'autant que les tensions à la frontière nord font craindre un affrontement avec le Hezbollah. La protestation pourrait bien ne pas se limiter aux réservistes. Fin août, des lycéens ont écrit aux autorités pour leur signifier qu'ils refusaient la conscription, en raison de leur opposition à la réforme judiciaire, mais aussi à l'occupation (des territoires).

Car, désormais, les manifestations expriment bien d'autres oppositions que celle à la réforme du système judiciaire. Des incidents dans les transports provoqués par des ultraorthodoxes hostiles à la présence de femmes dans « leurs » autobus, surtout lorsqu'elles ne sont pas assez vêtues, on fait toucher de près les risques d'une séparation entre les sexes dans l'espace public. Cette tendance, qui n'est pas nouvelle, contribue à une forte mobilisation du public féminin dans les manifestations. À l'instar de Shikma Bressler, véritable vedette du mouvement, de nombreuses femmes s'engagent et créent des organisations spécifiques, comme celle des mères de soldats qui dénonce la non-conscription des jeunes ultraorthodoxes. On se souvient que dans les années quatre-vingt-dix, le mouvement des « Quatre mères » (*Arbaa Imaot*) avait joué un rôle décisif dans la mobilisation de l'opinion publique en faveur du retrait de l'armée israélienne du Sud Liban. En sera-t-il de même aujourd'hui ? En tout état de cause, il faut noter qu'au fil des semaines, la protestation s'étend à de nouveaux thèmes : le soutien à la communauté éthiopienne, dont une famille a été victime d'une discrimination judiciaire, la critique de l'inaction du ministre Ben Gvir contre la criminalité qui gangrène les localités arabes... On l'aura compris : la protestation ne faiblit pas, car elle est celle de toute une population qui entend défendre une certaine conception de la liberté et de la justice avec un grand mot d'ordre : *Démocratie* ! En termes plus prosaïques, ces Israéliens refusent de voir leur façon de vivre dictée par le véritable vainqueur des élections du 1^{er} novembre 2022 : l'obscurantisme. Ce mouvement a

déjà obtenu des succès : annulation du renvoi d'un ministre de la Défense (Yoav Galant), réduction du champ de la réforme judiciaire à deux projets de loi... Mais rien ne dit qu'il réussira à réparer la déchirure de la société israélienne qui atteint un niveau tel que dans la presse et les conversations, on évoque de plus en plus l'idée d'une fédéralisation du pays. Celui-ci serait divisé en deux cantons : Israël pour les « laïcs », et la Judée pour les « religieux ». Les concepteurs de cette brillante idée envisagent même, dans leur grande bonté, la possibilité de créer un troisième canton pour les deux millions d'Arabes israéliens auxquels pourraient se joindre les quelque trois millions de Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem. Cette vision de l'avenir du pays a une vertu, celle de la cohérence, mais un défaut : elle est irréaliste. Dans le nouveau royaume de Judée, une économie handicapée par le faible niveau de qualification et d'emploi priverait le canton des ressources nécessaires à son fonctionnement et la Fédération de contributions aux charges communes. Un accord des Arabes sur leur regroupement dans un troisième canton d'une fédération dominée par les Juifs impliquerait un renoncement à leur rêve : la création d'un État palestinien.

*

Dans les années qui viennent, la majorité des quinze millions de Juifs que l'on compte dans le monde vivra en Israël. Ce succès quantitatif du sionisme ne peut faire oublier l'échec du projet dans sa dimension qualitative : deux Israël(s) se parlent de moins en moins et s'insupportent de plus en plus. Comme dans les vieux couples, chaque partenaire, excédé, finit même par trouver à l'autre des défauts qu'il n'a pas. Ce qui n'est jamais bon signe.